

La force d'un réseau au service de l'environnement et du développement durable

Regroupement national
des conseils régionaux
de l'environnement

RAPPORT ANNUEL

2012-2013



Mot de la présidente	2
Mot du directeur général	3
Le RNCREQ	4
Les CRE	6
Vie associative	13
Projets et partenariats	17
Grands dossiers	23
Activités de représentation	26
Communications	29

Mot de la présidente

C'est avec beaucoup de fierté que j'ai été élue, il y a un an maintenant, présidente du Regroupement des conseils régionaux de l'environnement. Parce qu'il y a de quoi être fière de ce réseau qui rassemble des personnes engagées et dévouées au service de l'environnement et du développement durable. Depuis douze ans que je préside le premier CRE qui a vu le jour, en 1973, celui du Saguenay-Lac-Saint-Jean, et que je suis engagée dans la vie associative du RNCREQ, je sais à quel point les CRE réalisent un travail formidable. Présents presque partout au Québec, ils sont bien ancrés dans leur milieu et valorisent les forces et les particularités de leur région. En unissant leurs voix au sein du Regroupement national, ils exercent un rôle de catalyseur et d'influence auprès des décideurs pour intégrer les préoccupations environnementales dans notre développement et nos choix de société.

Avec la démarche *Par notre PROPRE énergie*, qui a marqué cette année 2012-2013, les CRE ont démontré leur capacité de mobilisation des acteurs du milieu afin que, ensemble, ils amorcent la prise en charge d'une stratégie de réduction de la consommation de pétrole sur leur territoire. Après l'étape de la sensibilisation et de la conscientisation, ils ont dressé avec leurs partenaires un impressionnant portrait énergétique de chaque région et esquissé des plans d'action adaptés à leur réalité régionale. Le rapport que le RNCREQ vient de déposer au ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, qui a soutenu la démarche, témoigne que les CRE peuvent contribuer activement à une transition énergétique stimulante et riche d'opportunités.

Le RNCREQ est maintenant prêt à s'investir dans les suites à donner à cette démarche, et ce, en partenariat avec le Gouvernement. Car au-delà des diagnostics et de la planification, il faut maintenant soutenir les décideurs régionaux pour mettre en œuvre une stratégie de réduction des

émissions de gaz à effet de serre et de lutte aux changements climatiques.

En parallèle de ce projet porteur, le Regroupement a continué d'intervenir dans la plupart des dossiers environnementaux, tels que les mines, la protection des milieux naturels et les transports. Deux d'entre eux m'ont plus particulièrement interpellée, car je crois fermement que nous avons un rôle important à y jouer. Dans le secteur de l'eau, notamment la protection des lacs et la lutte aux cyanobactéries, nous poursuivons nos efforts pour sensibiliser les décideurs et outiller les acteurs du milieu. Nous avons également beaucoup travaillé à mettre en avant les conditions pour atteindre les objectifs de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, qui est un des enjeux majeurs pour une société plus durable.

Je tiens à remercier Philippe Bourke, notre directeur général, pour l'excellent travail accompli au cours de l'année. Si nous réussissons à atteindre nos objectifs, si nous développons des projets porteurs, si nous élaborons de nouveaux partenariats stratégiques, c'est grâce à son professionnalisme et son dynamisme. Il sait en outre s'entourer d'une équipe compétente et dévouée.

Enfin je veux souligner l'engagement des nombreux bénévoles qui œuvrent dans le réseau, en particulier ceux qui participent à la vie démocratique, qui siègent aux conseils d'administration des CRE ou qui les représentent aux divers tables et comités régionaux. Leur dévouement apporte un souffle précieux à notre organisme.

Monique Laberge, présidente



Depuis plus de quinze ans que je suis à la tête du RNCREQ, chaque année apporte son lot de nouveaux défis mais contribue aussi au développement du réseau des CRE. Alors que 2012-2013 a été, elle aussi, riche de nouveaux enjeux, je reste convaincu que notre approche unique basée sur le respect, la rigueur, l'ouverture et le dialogue demeure toujours aussi pertinente. Les grands enjeux 2013 sont d'ailleurs le thème de notre dernière publication, la revue Environnement Québec et régions. Celle-ci témoigne de la diversité de notre expertise, reflète nos actions quotidiennes et permet d'alimenter la réflexion.

Au-delà des événements et de l'actualité, le Regroupement connaît une vie associative particulièrement dynamique. Maintenir une cohésion, prendre des positions communes, mener des projets communs porteurs tout en respectant les particularités de chaque CRE et de chaque région, c'est en soi un gros défi ! Un défi que relèvent les CRE, grâce à l'implication de tous et à une communication interne qui s'améliore d'année en année. Pour moi, cette diversité qui puise sa vitalité dans les forces vives du milieu est l'un de nos grands atouts, et c'est ce qui nous permet d'être, ensemble, un acteur influent sur la scène environnementale québécoise.

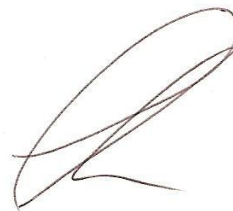
Nous sommes aussi conscients que le RNCREQ appartient à un mouvement environnemental composé d'une multitude d'autres organisations qui agissent sur différents fronts et selon divers modes d'actions, et que cette diversité est absolument nécessaire et doit

être soutenue. C'est pourquoi je suis fier d'avoir contribué à favoriser le rapprochement entre les organisations environnementales québécoises, lequel a notamment permis de publier une plateforme commune lors de la campagne électorale et de faire front commun pour le financement des groupes environnementaux. Les activités à la Maison du développement durable, l'alliance TRANSIT et nos sorties publiques avec Québec meilleure mine sont d'autres exemple de cette synergie.

Je profite de ces lignes pour souligner l'excellent travail de mes collègues Isabelle, Anne-Marie, Cédric et Alice. Mon équipe m'épaula avec compétence et dynamisme pour animer notre vie associative, faire rayonner notre réseau et mener à bien des projets structurants.

Enfin, je tiens à manifester ma satisfaction à l'égard de ma première année de collaboration avec Monique Laberge en tant que nouvelle présidente du Regroupement. Son expérience, son dévouement et sa vision enrichissent chacune de nos démarches.

Philippe Bourke, directeur général



La force d'un réseau au service de l'environnement et du développement durable pour le mieux-être collectif

Le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) est un réseau d'acteurs engagés dans la protection de l'environnement et dans la promotion du développement durable sur l'ensemble du territoire québécois : les conseils régionaux de l'environnement (CRE).

Le RNCREQ est reconnu comme interlocuteur privilégié du gouvernement sur les questions environnementales et il intervient dans la plupart des grands dossiers : aires protégées et milieux humides, agriculture, biodiversité, changements climatiques, développement durable, eau et protection des lacs et des milieux humides, énergie, foresterie, biodiversité, matières résiduelles, mines, transport et aménagement du territoire.

Seule organisation qui peut offrir une aussi vaste perspective environnementale au Québec, le RNCREQ se distingue par :

- son **enracinement dans le milieu** et sa présence dans toutes les régions,
- son **approche constructive** axée sur les solutions,
- l'**expertise riche et diversifiée** de ses membres, branchés sur les enjeux locaux et nationaux,
- son **rôle de veille**, de vigie et de suivi continu sur l'ensemble des grands enjeux environnementaux québécois,
- son **rôle de catalyseur**/entremetteur, ainsi que son rôle d'influence auprès des décideurs pour faire avancer les dossiers environnementaux,
- son **réseau de partenaires privilégiés** et prestigieux pour la réalisation de projets fédérateurs et mobilisateurs.

BUT : protéger l'environnement et promouvoir le développement durable dans une perspective de défense de l'intérêt public.

MISSION : renforcer le réseau des conseils régionaux de l'environnement et les interactions entre eux, développer des partenariats stratégiques et des projets porteurs, représenter ses membres et faire connaître leurs positions.

VISION : être reconnu auprès des décideurs et des acteurs-clés, comme un leader incontournable en matière d'environnement et de développement durable grâce à la force et à la cohésion de son réseau, à la rigueur de ses interventions et à son approche constructive axée sur les solutions.

VALEURS : démocratie, équité, solidarité, intégrité et respect

Ressources humaines

L'équipe du RNCREQ :

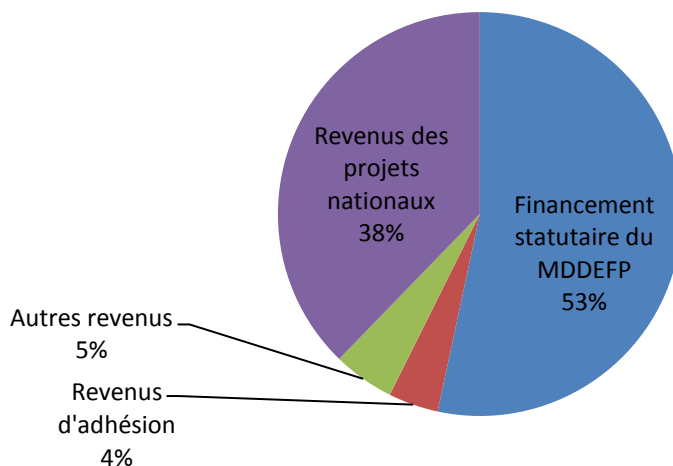
- Philippe Bourke, directeur général
- Isabelle Poyau, coordonnatrice
- Anne-Marie Gagnon, responsable des communications - en congé de maternité à partir du 1^{er} octobre 2012
- Alice de Swarte, responsable des communications - depuis le 1^{er} octobre 2012
- Cédric Chaperon, chargé de projet

Depuis le 1^{er} novembre 2012, le RNCREQ souscrit au programme d'assurances collectives du Centre québécois de services aux associations ([CQSA](#)).

Financement

Le RNCREQ est financé en partie par la cotisation de ses membres et par une subvention statutaire du ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Faune et des Parcs (MDDEFP). Pour l'exercice 2012-2013, un tiers de ses revenus provient de fonds publics ou privés pour mener des projets que le Regroupement a mis sur pied. Outre le MDDEFP, ses principaux partenaires financiers sont le Fonds vert et le Centre québécois d'actions sur les changements climatiques (CQACC). Fondation, l'Union des producteurs agricoles et la Fédération québécoise des coopératives forestières ont également contribué à la réalisation du projet *Par notre PROPRE énergie*. Enfin, une petite portion des revenus du RNCREQ provient de ses représentations à la Régie de l'énergie.

Répartition du financement



Les CRE

Des acteurs dynamiques et issus du milieu dans seize régions du Québec



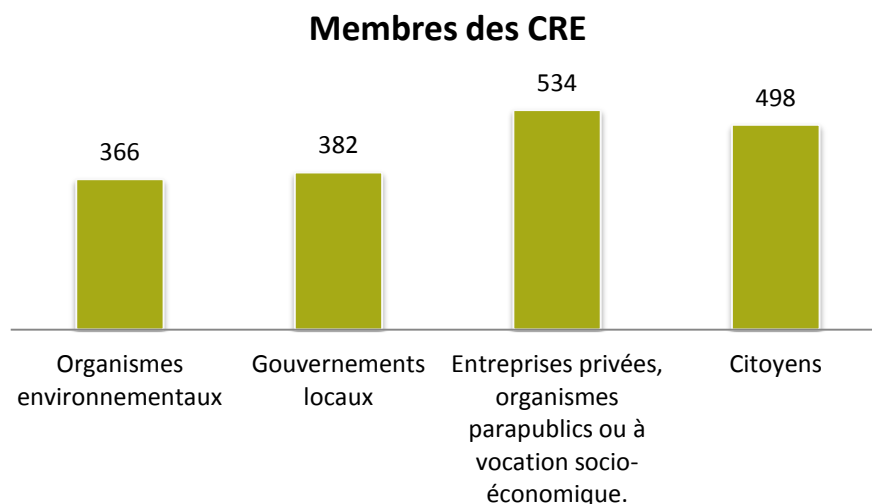
Présents partout sur le territoire québécois (à l'exception du Grand Nord), les seize conseils régionaux de l'environnement (CRE) interviennent en faveur de la protection et de l'amélioration de l'environnement à l'échelle de chacune des régions. Par leurs actions, ils cherchent à intégrer les préoccupations environnementales dans les processus de développement régional.

Les CRE privilégient une approche constructive axée sur les solutions notamment par l'éducation, la sensibilisation et la concertation. Ils exercent un rôle de catalyseur et d'influence auprès des décideurs pour faire avancer les dossiers environnementaux.

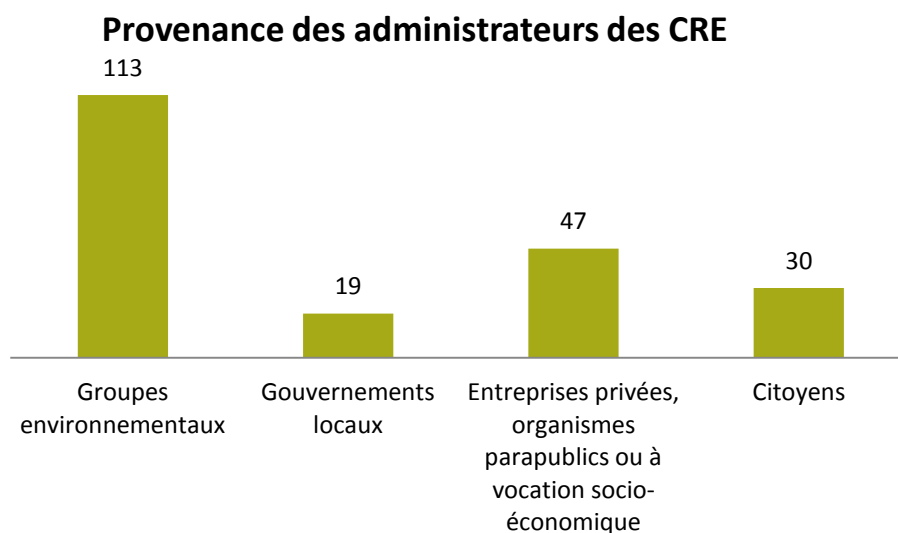
Organismes autonomes, issus du milieu, les CRE sont à l'écoute des réalités vécues partout au Québec. Ils mettent en œuvre des projets porteurs et mobilisateurs et sont reconnus pour la rigueur et la pertinence de leurs interventions, basées sur un travail de recherche et de réflexion rigoureux, avec le concours de nombreux partenaires. Au fil des années, les CRE ont développé une expertise et une capacité de mobilisation qui, non seulement, alimente les consultations et les débats publics, mais leur permet aussi de contribuer aux initiatives locales et d'accompagner les groupes de citoyens et les acteurs socioéconomiques (dont le monde municipal) dans leurs démarches pour un mieux-être collectif et un environnement sain.

Vie associative

Les CRE comptent **1780** membres, incluant des organismes environnementaux, des gouvernements locaux, des entreprises privées, des organismes parapublics ou à vocation socio-économiques ainsi que des citoyens.

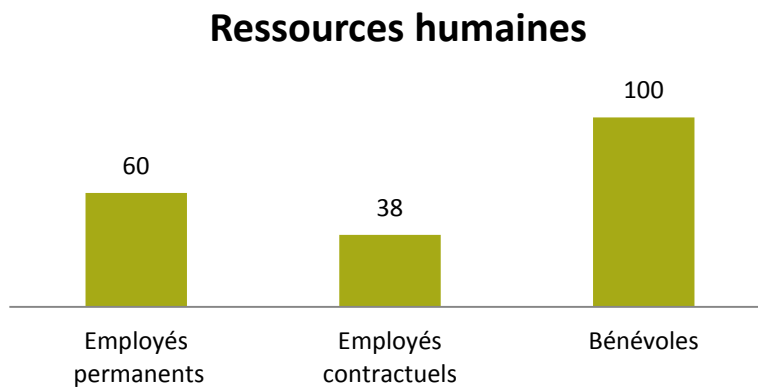


Plus de **200** administrateurs bénévoles contribuent activement à la vie associative des CRE qui se réunissent en moyenne **7** fois par an en conseil d'administration et **3** fois en conseil exécutif.



Ressources humaines

En 2012-2013, les CRE comptent **98** employés dont 60 de façon permanente.

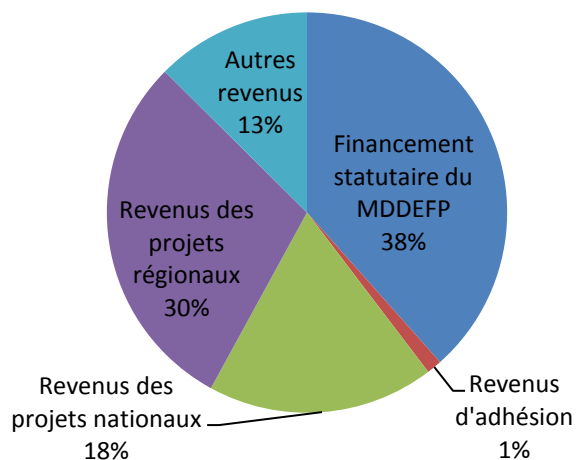


De plus, **100** bénévoles ont soutenu l'action des CRE au fil de l'année.

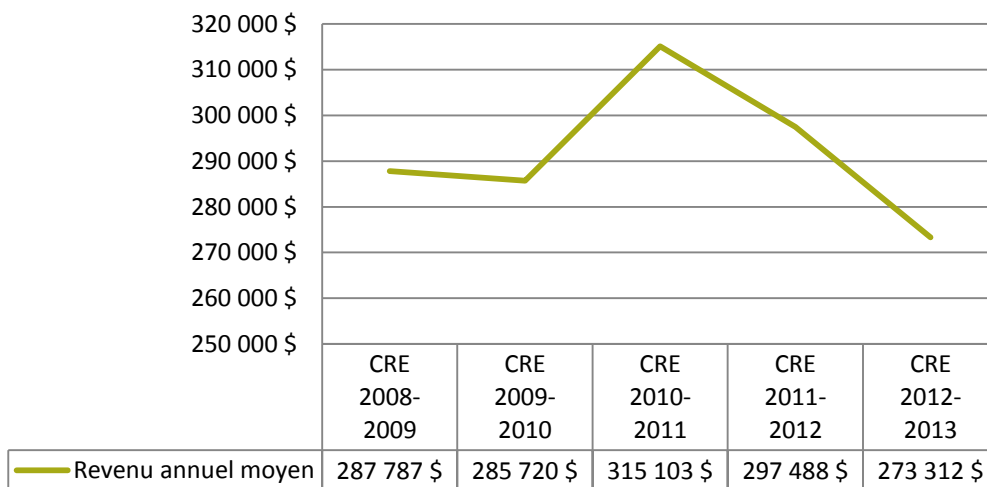
Financement

Les CRE reçoivent une subvention statutaire du MDDEFP, qui a représenté en moyenne 38 % de leurs revenus en 2012-2013. Les projets nationaux ont constitué 18 % de leurs revenus et les projets régionaux, 30 %. Une part croissante des revenus des CRE proviennent des honoraires perçus pour des consultations ou des conférences.

Répartition du financement des CRE



Revenu annuel moyen par CRE



Réalisations des CRE

En plus des projets nationaux, tels que *Par notre PROPRE énergie* et la lutte contre les algues bleu-vert, dans lesquels ils se sont investis en mobilisant les acteurs régionaux, les CRE ont réalisé près de **170** projets régionaux.

Chaque CRE est particulièrement fier des réalisations suivantes.

Bas-Saint-Laurent

- Consultation sur les **aires protégées** en terres publiques
- **Accompagnement des municipalités** dans le cadre du projet Communautés actives pour le climat
- Identification de milieux d'intérêt pour la **biodiversité** en forêts privée

Saguenay-Lac-Saint-Jean

- Programme d'**éducation relative à l'environnement** « Pour une ERE solidaire » auprès de 10 000 élèves du niveau primaire
- Mise sur pied de **défis environnementaux** pour les élèves de niveau primaire
- Élaboration d'une trousse d'outils destinée aux ICI concernant la **gestion des matières résiduelles**

Capitale nationale

- Analyse des changements souhaitables à la Loi sur la **protection du territoire et des activités agricoles**
- Recherche participative sur la **santé environnementale** dans le cadre du projet Photo-Voice
- Participation au **comité de vigilance** de l'incinérateur de la Ville de Québec et du comité de vigilance du lieu d'enfouissement de la Ville de Québec

Mauricie

- Participation au **comité environnemental** de la Ville de Saint-Tite
- Publication du **bulletin d'information environnementale** Flash Vert
- Organisation d'un **débat électoral** sur les enjeux environnementaux

Estrie

- Réalisation d'un inventaire en gestion des **matières résiduelles** dans les ICI de la région
- Organisation de discussions sur les **transports durables** dans la région et dépôt d'un mémoire sur le Schéma d'aménagement de la Ville de Sherbrooke
- Mise en place d'une formation sur le thème des **changements climatiques** pour des jeunes en alphabétisation

Montréal

- Organisation du **Gala de reconnaissance** en environnement et développement durable de Montréal
- Participation aux activités de l'alliance pour le **transport collectif** Transit
- Organisation d'un Park(ing) Day et promotion de la norme sur le **stationnement écologique**

Outaouais

- Service de caractérisation et d'accompagnement en **gestion des matières résiduelles**
- Lutte aux **îlots de chaleur** et **verdissement**
- Prise en charge du processus de concertation dans le cadre de la révision du **schéma d'aménagement** de la Ville de Gatineau

Abitibi-Témiscamingue

- Organisation du **Forum régional sur l'énergie**
- Projet de **protection et mise en valeur des habitats de la faune aviaire** des lacs urbains de Rouyn-Noranda
- Participation à l'Étude approfondie de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale relative au projet de **mine de nickel** Dumont à Launay

Côte-Nord

- Organisation d'un **événement écoresponsable** pour le 20^e anniversaire du CRE
- **Accompagnement** du Forum bioalimentaire Côte-Nord pour le volet écoresponsable
- Projet pilote de **soutien aux collectivités** sur la gestion des dépotoirs sauvages - secteur Moisie

Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine

- **Caractérisation biophysique** et plan directeur d'aménagement de la Pointe-au-Maquereau
- Publications de **chroniques environnementales** dans les médias
- Projet **d'adaptation et de résilience aux changements climatiques** en collaboration avec l'Alliance Recherche Université Communautés (ARUC)

Chaudière-Appalaches

- Mise en œuvre du plan d'intervention en **développement durable** au Grand lac Saint-François
- Lancement d'un projet **de préservation et de valorisation de la biodiversité** du GLSF
- Proposition de plusieurs **aires protégées** en mettant l'accent sur une aire protégée au Massif du Sud

Laval

- Mise à jour de l'inventaire des **milieux humides**
- Publication d'un mémoire sur le **financement du transport collectif** de la Communauté métropolitaine de Montréal
- Publication d'un mémoire sur le Plan de **gestion des matières résiduelles** de Laval

Laurentides

- Élaboration de cartes bathymétriques pour la **santé des lacs** dans le cadre du projet Bleu Laurentides
- Organisation d'un **Forum sur les changements climatiques**
- Participation à la mise sur pied d'Éco-Corridors Laurentiens et tenue d'un premier « **rendez-vous de la conservation** » dans les Laurentides

Lanaudière

- Promotion du **transport actif écoresponsable** (TAER) et déploiement de vélos recyclés en libre-service Bécik Jaune
- Promotion des transports alternatifs à l'auto-solo et de **l'achat de proximité** dans la ville de Joliette
- Sensibilisation aux **changements climatiques** dans les écoles « Climat d'espoir »

Montérégie

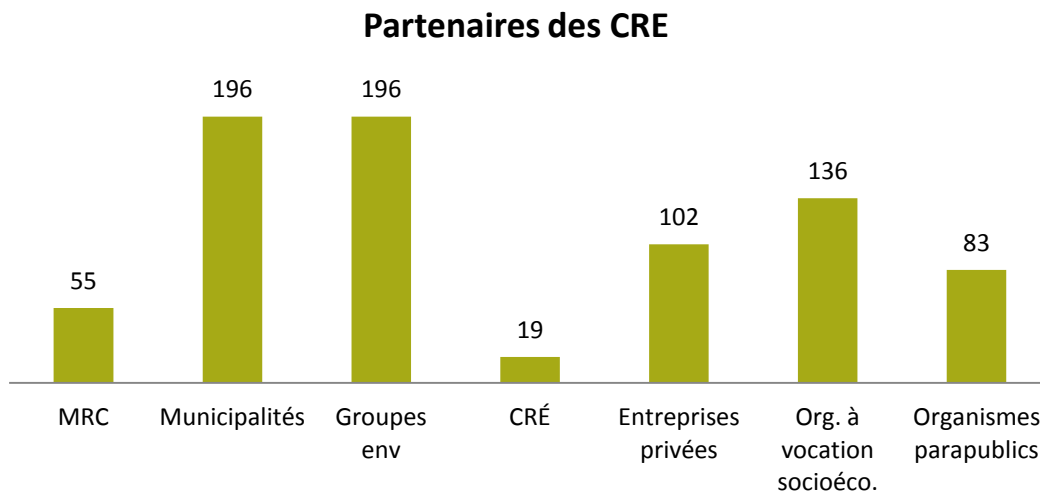
- Publication d'un mémoire sur l'**évaluation environnementale** pour un nouveau pont Champlain de Transport Canada
- Élaboration d'un document de sensibilisation aux **biens et services écologiques** pour les élus de la Montérégie Est
- Quantification des émissions GES et élaboration d'un plan de **réduction des émissions GES** pour la Ville de Carignan

Centre-du-Québec

- Élaboration d'un **plan de gestion des milieux naturels** au Centre-du-Québec
- Publication d'un portrait et d'un **guide des ressources régionales** à l'intention des intervenants socioéconomiques pour un développement durable
- Identification des options de développement de la **mobilité durable** des travailleurs en région

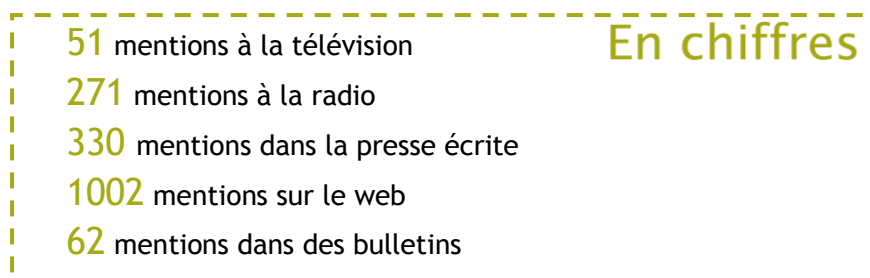
Partenaires

L'action des CRE se fait en collaboration avec près de **800** partenaires, dont **26** organismes jeunesse, **140** institutions scolaires, **31** organismes en santé et **6** communautés autochtones.



Dans les médias

Les CRE ont été mentionnés plus de **1700** fois dans les médias :



Reconnaisances

Huit reconnaissances ont été attribuées aux CRE cette année :

- **Premier prix d'excellence en gestion de l'eau** du Conseil de la fédération pour le Québec : CRE Chaudière-Appalaches
- **Attestation ICI on recycle ! - Performance** (niveau 3) : CRE Abitibi-Témiscamingue, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Outaouais et Lanaudière
- Lauréat des **Vivats** dans la catégorie alimentation pour le Forum bioalimentaire de la Côte-Nord : CRE Côte-Nord
- **Investissement-compétences** : CRE Outaouais

La vitalité de la vie associative du Regroupement des CRE est basée sur des rencontres, des formations, des travaux de comités thématiques et des outils de communication interne proposés par le RNCREQ. Ces mécanismes d'échange assurent la saine gouvernance de l'organisme et légitiment les interventions du RNCREQ sur la scène nationale.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration (CA) est présidé par Monique Laberge, présidente du CRE Saguenay-Lac-Saint-Jean, et est composé d'un représentant de chaque CRE, délégué par son CA. Le CA élit six officiers, ainsi que deux observateurs sans droit de vote, qui constituent le comité exécutif (CE).

Les membres du CA :

- Présidente : Monique Laberge
- Première vice-présidente, responsable des relations avec les régions : Caroline Duchesne, directrice générale du CRE de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
- Vice-président aux enjeux thématiques : Sébastien Caron, directeur général du CRE de la Côte-Nord
- Vice-président aux enjeux stratégiques : Daniel Guay, président du CRE de la région de la Capitale nationale
- Trésorier : Normand Legault, président du CRE de Laval
- Secrétaire : Gilles Côté, directeur général du CRE de Lanaudière
- Administrateurs :
 - Bruno Gadrat, vice-président du CRE de la Montérégie
 - Gilles Brochu, président du CRE du Centre-du-Québec (observateur au CE)
 - Gilles Dubois, président du CRE de Montréal (observateur au CE)
 - Ghyslain Ladouceur, président du CRE de l'Outaouais
 - Guy Lessard, président du CRE de Chaudière-Appalaches
 - Jacinthe Châteauvert, présidente du CRE de l'Abitibi-Témiscamingue
 - Karine Malenfant, présidente du CRE du Bas-Saint-Laurent
 - Maurice Poudrier, président du CRE de la Mauricie
 - Michel Lalonde, président du CRE des Laurentides
 - Michel Lavoie, directeur général du CRE du Saguenay-Lac-Saint-Jean
 - Pierre Morency, président du CRE de l'Estrie

Les rencontres du conseil d'administration ont eu lieu :

- À Montréal, le dimanche 3 juin 2012, à la Maison du développement durable;
- À Montréal, le dimanche 11 novembre 2012, à la Maison du développement durable;
- À Québec, le dimanche 24 mars 2013, au Centre culture et environnement Frédéric Back.

Assemblée générale annuelle

L'Assemblée générale annuelle a lieu chaque année dans une région différente. En 2012, elle s'est déroulée à Montréal, à la Maison du développement durable, les 2 et 3 juin.

L'assemblée générale annuelle 2013 aura lieu en Estrie les 8 et 9 juin 2013.

Table des directions générales

Les directrices et directeurs généraux des CRE se réunissent deux fois par an. Ils échangent sur les enjeux environnementaux et sur les tâches liées à la gestion administrative, partagent les expériences propres à chaque CRE, discutent de l'évolution et de l'opérationnalisation des projets nationaux, et définissent des pistes d'action sur des thématiques spécifiques.

Rencontre des présidences

Pour la première année, les présidentes et présidents des CRE se sont rencontrés pendant deux jours afin de faire le point sur les perspectives régionales et nationales, de réfléchir aux orientations stratégiques du réseau et d'échanger sur la question de la gouvernance.

Comités

Les comités ont pour fonction de documenter les différents dossiers environnementaux et de faire des recommandations visant les prises de positions du Regroupement résolues par le conseil d'administration. Ils sont composés de représentants des CRE qui possèdent une expertise spécifique sur ces grands enjeux et permettent au RNCREQ d'être présent et reconnu sur les tribunes nationales.

Dans son plan d'action 2012-2013, le RNCREQ a désigné trois comités prioritaires :

- Énergie
- Mines
- Matières résiduelles

D'autres comités sont actifs selon les enjeux de l'heure :

- Agriculture
- Biodiversité
- Changements climatiques
- Développement durable
- Eau et protection des lacs
- Foresterie
- Protection des milieux naturels et aires protégées
- Transport et aménagement du territoire

Formation et transfert d'expertise

Des formations internes permettent de valoriser le bassin de compétences existant au sein du Regroupement et d'assurer la transmission de l'expertise et des outils entre les CRE. Deux formations ont été proposées en 2012 - 2013, dans le cadre de la table des directions générales.

L'approche Bleu Laurentides

Mélissa Laniel, chargée de projets au CRE Laurentides, a présenté les outils élaborés dans le cadre de *Bleu Laurentides*, un projet structurant pour la protection des écosystèmes lacustres et la lutte aux cyanobactéries. Ces outils, qui visent à sensibiliser, éduquer et former les membres des associations, les représentants municipaux et toute personne souhaitant effectuer la surveillance de l'état de santé des lacs, sont gratuits et disponibles pour utilisation partout au Québec. Consulter la trousse des lacs : www.troussedeslacs.org.

Le plan de gestion des milieux naturels, une méthodologie pour la mise en œuvre de la conservation

Andréanne Blais, chargée de projet au CRE Centre-du-Québec, a présenté une méthodologie élaborée pour la conservation des milieux naturels : le plan de gestion des milieux naturels. Le plan de gestion est réalisé par et pour les acteurs impliqués dans la conservation des milieux naturels ou de l'aménagement du territoire. Il comprend trois étapes cruciales sur une période de cinq ans : l'arrimage, la réalisation et l'intégration. Pour en savoir plus : <http://www.crecq.qc.ca/milieunaturel>.

Communications internes

Bulletin « 15 minutes »

Depuis 2007, le RNCREQ publie le « 15 minutes », un bulletin hebdomadaire destiné à ses membres. Il propose des nouvelles du Regroupement, des nouvelles des CRE ainsi que des informations pertinentes du milieu environnemental. Cet outil permet un partage d'informations systématique et contribue au sentiment d'appartenance au réseau. Il est d'ailleurs très apprécié de ses lecteurs qui estiment, selon un sondage interne, qu'il s'agit d'un outil résolument utile, voire incontournable, puisqu'il donne des informations qu'il serait difficile d'obtenir autrement, notamment en ce qui concerne les nouvelles des CRE.

Bulletin « 15 minutes sans pétrole »

Le « 15 minutes sans pétrole » est une déclinaison du « 15 minutes », publiée dans le cadre du projet *Par notre PROPRE énergie* afin de permettre le suivi de la démarche dans chaque région. Six numéros ont été transmis aux chargés de projet et aux directions générales entre novembre 2012 et mars 2013. En plus des échanges directs entre les personnes impliquées dans le projet, ce bulletin a permis un bon partage d'outils et de ressources, et a facilité la coordination des livrables de la démarche *Par notre PROPRE énergie*.

Intranet

L'intranet du RNCREQ regroupe les outils pour les différents projets d'envergure nationale, des informations sur les dossiers en cours et des ressources pour soutenir les CRE dans leurs démarches, leurs projets et leur fonctionnement.

Par notre PROPRE énergie

Le RNCREQ et les seize CRE ont mobilisé les acteurs et les décideurs partout au Québec pour entreprendre la mise en œuvre d'une stratégie de réduction de la dépendance au pétrole dans chacune des régions. Amorcée en 2010 avec les *Rendez-vous de l'énergie*, une étape de sensibilisation, d'information et de prise de conscience, la démarche a pris de l'ampleur avec *Par notre PROPRE énergie*.



En mobilisant et en réunissant de nombreux intervenants de secteurs diversifiés et en travaillant de façon multidisciplinaire, les CRE ont embrassé pleinement la complexité de l'enjeu énergétique et son caractère transversal. Leur mandat s'est décliné en trois volets.

◆ Formation d'une Table régionale sur la réduction de la dépendance au pétrole

Dans quatorze des seize régions, les CRE ont animé une Table régionale sur la réduction de la dépendance au pétrole. Elle réunit des acteurs-clés régionaux provenant de divers secteurs (développement régional, municipal, agricole, industriel, transport, aménagement, ressources naturelles, construction, environnement, énergie, etc.). La Table régionale est le lieu de coordination et de concertation pour opérer la démarche, identifier les priorités et susciter l'engagement.

◆ Réalisation d'un portrait énergétique régional

Chaque région a dressé l'état de la situation de sa consommation et de sa production énergétique, dans la perspective de mobiliser les acteurs du milieu et de planifier les actions à entreprendre. Ce portrait énergétique :

- identifie les facteurs qui influencent sa dépendance au pétrole,
- dégage les principaux enjeux énergétiques locaux,
- révèle les axes d'intervention prioritaires.

◆ Élaboration d'un plan d'action régional de réduction de la dépendance au pétrole

À la lumière du portrait énergétique, chaque Table a élaboré un plan d'action régional qui présente les principales interventions à réaliser pour amorcer la réduction de la dépendance au pétrole. Il s'agit de définir les différentes étapes à franchir et d'identifier les secteurs à prioriser, les acteurs à mobiliser et les appuis à obtenir. En raison de leurs particularités régionales, deux CRE ont réalisé des mandats différents. Le CRE-Montréal a travaillé à l'élaboration de divers outils et publications sur la réduction des GES dans le transport des marchandises, ainsi que sur l'utilisation des enjeux liés au stationnement pour favoriser un virage vers la mobilité durable. Le CRE de Laval a travaillé à l'élaboration d'un modèle d'aménagement qui favorise la réduction de la consommation de pétrole et qui respecte la capacité de support des écosystèmes.

Projets et partenariats

Par notre *PROPRE* énergie a permis, dans chaque région, de :

- Poursuivre la réflexion sur les enjeux de la dépendance au pétrole;
- Promouvoir et favoriser des initiatives innovantes qui proposent des alternatives concrètes à l'utilisation du pétrole et des moyens de diminuer notre consommation;
- Favoriser l'intégration des enjeux de réduction de la dépendance au pétrole dans les processus de développement locaux et régionaux.

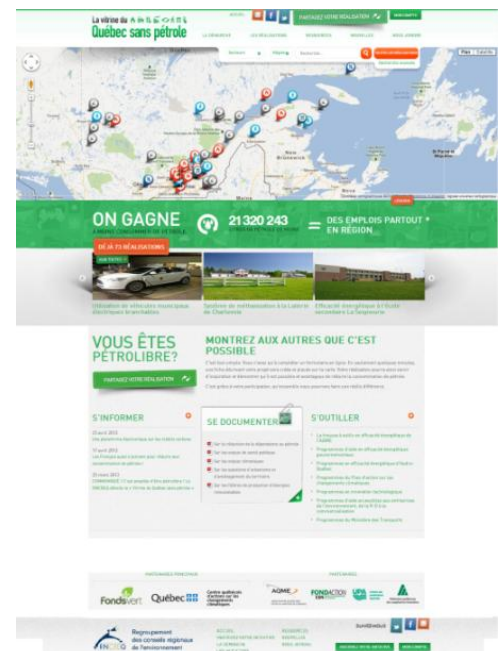
Le RNCREQ a accompagné les CRE dans cette démarche en assurant la coordination des actions, en s'occupant des relations avec les partenaires nationaux et en favorisant le partage d'expertise entre les régions. Il a également pris en charge l'élaboration des outils de communications. Le Regroupement a enfin assuré la promotion de la démarche et des réalisations inspirantes en matière de réduction de la dépendance au pétrole.

La vitrine du Québec sans pétrole

Pour mettre en valeur ces initiatives inspirantes au Québec et démontrer que de nombreuses solutions existent en matière de réduction de la consommation de pétrole, le RNCREQ a mis sur pied une plate-forme interactive : La vitrine du Québec sans pétrole, réalisée avec le concours du CRE Laurentides et de l'entreprise outaouaise Distantia. La vitrine a été lancée le 25 mars 2013.

Une carte interactive permet de découvrir des réalisations de réduction de consommation ou de substitution au pétrole par régions ou par secteurs (transport, urbanisme, chauffage, etc.). Une fiche décrit chacune des réalisations et quantifie les économies d'énergie et de GES qui en découlent, ainsi que ses bénéfices sociaux et environnementaux. La Vitrine propose également de la documentation relative aux enjeux et bénéfices de la réduction de la dépendance au pétrole ainsi que des outils pour ceux et celles qui souhaiteraient passer à l'action. Avec cet outil pertinent, le RNCREQ fait connaître des solutions viables, rentables et durables à la dépendance au pétrole et stimule de nouvelles initiatives.

Le projet *Par notre PROPRE énergie* est rendu possible grâce à la contribution financière principale du Fonds vert du gouvernement du Québec et au partenariat avec le Centre québécois d'actions sur les changements climatiques. Il est aussi soutenu par un collectif d'organisations de divers secteurs et de toutes les régions.



Défi Climat 2012

Défi Climat est une vaste campagne de lutte aux changements climatiques qui invite citoyens et citoyennes à poser des gestes concrets pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Elle se déroule en milieu de travail ou d'étude et se diffuse auprès des employés et des étudiants afin de créer un véritable effet d'entraînement.



La troisième édition du *Défi Climat* s'est déroulée du 1^{er} mai au 15 juin 2012. Les seize CRE du Québec ont coordonné leur campagne régionale respective et dès l'hiver 2012, ils ont invité les organisations de leur région à s'inscrire et à relever le défi.

Vingt gestes simples et concrets ont été proposés aux participants, tels que délaissier l'auto solo au profit d'autres modes de transport, composter, améliorer l'efficacité énergétique de son domicile, opter pour une journée sans viande, organiser une activité de troc et d'échange et installer des récupérateurs d'eau de pluie.

Cette année, les organisations pouvaient choisir une ou plusieurs options de participation : mobiliser leurs employés, étudiants ou élèves – comme pour les autres éditions –, agir comme partenaire de diffusion ou poser des gestes organisationnels. En effet, dix gestes corporatifs étaient proposés, et 406 organisations ont choisi cette option.

Un peu plus d'un millier d'entreprises, institutions, écoles et autres organisations ont participé au Défi Climat. Au total, près de 400 000 personnes ont été sensibilisées à l'enjeu des changements climatiques, dont 19 500 ont choisi de s'engager concrètement à modifier leurs habitudes de vie et de déplacement. Ceci aura permis d'éviter au total plus de 20 000 tonnes de GES en 2012, et ce, grâce aux 77 000 engagements que les participants ont pris. De plus, parmi les gestes proposés, les participants de la campagne ont indiqué qu'ils posaient déjà 143 000 gestes de lutte aux changements climatiques.

En plus de la réduction de CO₂ associée à plusieurs gestes, les bénéfices sur la santé et les économies personnelles qu'ils génèrent ont aussi été illustrés. Ils étaient en outre accompagnés d'une bulle d'information, comme pour les nouveaux gestes d'adaptation aux changements climatiques. Afin d'aider les citoyens à mettre en œuvre leurs engagements, une liste de ressources et des références ont été mises à leur disposition sur le site Internet, outil central de la campagne.

La campagne *Défi Climat* a été rendue possible grâce à la contribution financière du MDDEFP, partenaire principal, d'autres partenaires nationaux, tels que la Fondation Alcoa, Intact Assurances, l'Institut national de santé publique et l'Agence métropolitaine de transport, ainsi que de nombreux partenaires régionaux.



Projets et partenariats

Algues bleu-vert

Au cours des dernières décennies, et en particulier ces récentes années, on a constaté une détérioration de l'état de santé de nombreux lacs et notamment la prolifération des cyanobactéries (ou algues bleu-vert). Face à ce constat, le RNCREQ a pris l'initiative avec le CRE Laurentides, dès 2006, de rassembler lors d'un Forum le monde municipal, scientifique, citoyen et expert, pour mieux comprendre et cerner cette problématique environnementale.

En 2007, dans le cadre du Plan d'intervention sur les algues bleu-vert 2007-2017, le gouvernement du Québec confie aux CRE le mandat de mettre en œuvre des actions pour contrer les cyanobactéries. Depuis lors, les CRE déploient des actions et utilisent des approches variées, en accord avec leur mission et leurs stratégies basées sur l'action concertée et le partage d'expertise avec le milieu. Ils fournissent des outils pour renforcer les compétences locales en matière de suivi de la santé des lacs et accompagnent les acteurs vers des changements de comportement. Dans le cadre des mandats qui leur sont confiés, les CRE démontrent leur leadership en mobilisant les acteurs du milieu régional, en sensibilisant les différents intervenants concernés et en soutenant leurs actions.

Au fil des ans, le CRE Laurentides s'est affirmé comme expert en la matière au sein du Regroupement. Il a notamment élaboré un outil incontournable, la Trousse des lacs. Pratique, conviviale et évolutive, la Trousse vise à sensibiliser, éduquer et former les membres des associations, les représentants municipaux et toute personne souhaitant effectuer la surveillance de l'état de santé des lacs.



www.troussedeslacs.org
L'outil indispensable et gratuit pour la santé des lacs

Le RNCREQ coordonne et soutient l'action des CRE et veille au partage de l'expertise dans le réseau. Cette année, il a mis en ligne un Répertoire des outils de protection de lacs qui présente un éventail de ressources et outils existants au Québec. Ce répertoire se bonifiera dans les prochains mois afin d'en faire un outil complet et dynamique.

Forts du succès des deux précédents forums qu'ils ont organisés en 2006 et 2008, le RNCREQ et le CRE Laurentides planifient pour le printemps 2014 la tenue d'un troisième Forum national sur les lacs qui aura pour objectifs de dresser un bilan des connaissances et des progrès en matière de protection, de consolider la mobilisation et l'expertise des acteurs et de célébrer le dixième anniversaire du Réseau de surveillance volontaire des lacs (RSVL).

Enfin, la protection de l'eau étant un enjeu transversal, le RNCREQ veille en continu à intégrer cette préoccupation à d'autres problématiques : agriculture (érosion, épandage), conservation des milieux humides, foresterie, changements climatiques, qualité et préservation de la ressource, etc.



Étude sur la biomasse

La Fédération québécoise des coopératives forestières travaille à établir un plan directeur pour le développement et le financement de la filière de la biomasse forestière destinée à la production de chaleur. Elle a donné au RNCREQ le mandat d'identifier les principaux enjeux environnementaux et sociaux associés à la filière et de déterminer les conditions d'acceptabilité sociale et environnementale pour son développement.

Afin de mener à bien son mandat, le RNCREQ a réalisé deux sessions de consultation et un sondage auprès de groupes environnementaux et de représentants de la santé publique et de la société civile. Ces rencontres ont permis de s'assurer que tous les enjeux sont bien couverts et d'identifier les conditions d'acceptabilité.

Le rapport sera rendu public dans le courant de l'année 2013.

Concours « Vers des rues plus conviviales »

En février 2013, le RNCREQ, le CRE-Montréal et leurs partenaires, les CRE de Lanaudière, de Laval, de la Montérégie et des Laurentides ont lancé la deuxième édition du concours « Vers des rues plus conviviales : les meilleures mesures d'apaisement de la circulation dans la région métropolitaine de Montréal ».

Enjeu de réduction des émissions de gaz à effet de serre et façon de valoriser les transports actifs et collectifs, l'apaisement de la circulation consiste à aménager les rues de manière à provoquer un changement de comportement chez les automobilistes

Concours VERS DES RUES PLUS CONVIVIALES : les meilleures mesures d'apaisement de la circulation dans la région métropolitaine de Montréal



Le concours récompense donc les villes, les arrondissements et les institutions de la Communauté métropolitaine de Montréal qui ont modifié l'aménagement physique de leurs rues afin de réduire la vitesse des véhicules automobiles, de dissuader la circulation de transit dans les rues résidentielles, de favoriser un meilleur partage des voies entre les différents modes de déplacement, de minimiser les risques d'accident entre les usagers de la rue et de rendre un quartier plus convivial, moins bruyant et plus agréable.

Quatre prix seront remis lors d'une cérémonie officielle qui aura lieu le 13 juin 2013 :

- Meilleur aménagement visant la réduction de la vitesse des véhicules
- Meilleur aménagement visant la réallocation de l'espace public vers les modes de transport actif
- Meilleur aménagement pour la sécurité des personnes les plus vulnérables
- Meilleur aménagement visant l'intégration urbaine

Ce projet est rendu possible grâce à la contribution financière de la Communauté métropolitaine de Montréal et de Groupe IBI-CHBA, et au soutien de nombreux partenaires.

Projets et partenariats

Maison du développement durable

Les bureaux du RNCREQ sont situés dans la Maison du développement durable au centre-ville de Montréal. Édifice exemplaire en matière de bâtiment durable, la Maison a été officiellement certifiée **LEED Platine NC** et devient ainsi la première nouvelle construction québécoise à atteindre ce niveau d'excellence. Le RNCREQ partage sa fierté avec sept autres organisations engagées dans ce projet depuis plusieurs années.

La Maison du développement durable est un OBNL géré équitablement par ses huit membres, qui se sont donnés pour mission de faire de ce lieu modèle un véritable centre de ressources sur le développement durable. Pôle de rencontres, de réflexion et d'innovation, la Maison présente chaque saison une impressionnante programmation de débats, panels, conférences, projections publiques et activités culturelles et artistiques.



Médecins francophones du Canada

La santé étant intimement liée à l'environnement, l'association Médecins francophones du Canada et le RNCREQ ont signé une entente de collaboration. Ainsi, les deux organisations s'appuient mutuellement pour promouvoir une approche centrée sur les problématiques environnementales en santé et offrir des produits de qualité, appropriés aux besoins des médecins et des communautés.

Médecins francophones du Canada a notamment contribué au **Défi Climat** par des gestes concrets et une campagne ciblée auprès de la communauté médicale.



Nos deux organismes se sont également engagés dans la **Journée de l'arbre**, un événement qui vise à marquer le lien entre santé et environnement. Née à Laval et portée par le cardiologue François Reeves, la Journée de l'arbre s'est élargie à Trois-Rivières, Sherbrooke et Montréal, où plusieurs établissements de santé ont planté des arbres pour sensibiliser à l'importance d'un environnement sain pour maintenir une bonne santé.

Énergie

Le RNCREQ souscrit à une vision à long terme du développement énergétique qui contribue à la vitalité économique du territoire tout en assurant le respect de l'environnement et l'équité entre les peuples et les générations. C'est pourquoi le Regroupement s'intéresse autant à la production qu'à la consommation de l'énergie. C'est en traitant ces aspects de manière intégrée qu'il est possible d'envisager un développement énergétique du Québec qui soit viable tant d'un point de vue social et environnemental qu'économique.

Le Québec fait face à de grands enjeux qui dépassent les débats sur une filière énergétique en particulier. Aussi, le RNCREQ considère que les priorités pour le Québec sont de l'affranchir de sa dépendance au pétrole, de s'interroger sur sa boulimie énergétique, de réduire ses émissions de GES et de mettre en œuvre des projets structurants pour le développement durable dans ses régions. À cet égard, la démarche pour la réduction de notre dépendance au pétrole, *Par notre PROPRE énergie*, est le fer de lance du Regroupement.

En mai 2012, le RNCREQ a rendu public un rapport sur les différents enjeux économiques et environnementaux de la production d'énergie nucléaire. Ses conclusions l'ont conduit à demander au Gouvernement de renoncer à cette filière. Il s'est également exprimé publiquement sur d'autres enjeux d'actualité et a notamment réclamé une commission d'examen sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures dans le fleuve Saint-Laurent. Il a manifesté à plusieurs reprises au gouvernement la nécessité de produire la documentation nécessaire pour chacun des enjeux afin de nourrir la réflexion globale pour l'élaboration de la nouvelle stratégie énergétique.

Enfin, le RNCREQ a mis à jour sa plate-forme sur l'énergie qui résume ses positions. Elle sera rendue publique en 2013 et servira de référence pour la participation des CRE et du RNCREQ à la consultation sur la stratégie énergétique. La plate-forme précise notamment que le Québec doit viser deux cibles :

- soutenir en priorité les mesures d'économie d'énergie, dont l'efficacité énergétique et l'aménagement du territoire;
- favoriser la substitution des énergies fossiles et polluantes par les sources d'énergie locales, propres et renouvelables.

Le RNCREQ continue d'agir comme intervenant à la Régie de l'énergie.

Gestion des matières résiduelles

La gestion des matières résiduelles (GMR) est un enjeu qui préoccupe le RNCREQ depuis de nombreuses années. Après un partenariat renouvelé six années consécutives avec la société d'État RECYC-QUÉBEC pour la promotion du programme ICI ON RECYCLE ! et la sensibilisation à une GMR responsable auprès des ICI (industries, commerces et institutions), l'exercice 2012-2013 fut une année de transition. Le RNCREQ et RECYC-QUÉBEC discutent des modalités d'un nouveau partenariat.

Ainsi, alors que la plupart des CRE ont poursuivi leur travail d'information, de sensibilisation et d'éducation, le Regroupement, pour sa part, a participé à des comités et des réunions de réflexion, de planification ou d'information, ainsi qu'à une rencontre avec le ministre du MDDEFP sur la question de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et son plan d'action 2011-2015. Deux représentants du RNCREQ siègent à des comités de travail mis sur pied par RECYC-QUÉBEC : le comité conjoint sur les matières recyclables de la collecte sélective et la table de concertation sur le recyclage des matières organiques.

Par ailleurs, le Regroupement a mis à jour sa plate-forme sur la GMR qui résume ses positions. Il y réaffirme son souci constant de mettre en application la hiérarchie des 3RV-E (réduction, réemploi, recyclage, valorisation, élimination).

Enfin, depuis 2011, le RNCREQ est membre actif de Pro-Consigne Québec, un regroupement d'organisations qui prône le maintien et l'élargissement de la consigne - un outil indispensable pour optimiser le réemploi et le recyclage.

Mines

Au printemps 2012, le RNCREQ et plusieurs CRE ont participé à la Conversation publique sur l'avenir minier du Québec, orchestrée par l'Institut du nouveau monde. Ce chantier national de réflexion, rassemblant de nombreuses parties prenantes, a permis d'identifier les conditions préalables à une nouvelle vision du développement minier. Par la suite, en mars 2013, le Regroupement a déposé un mémoire sur le régime d'impôt minier du Québec, favorable à la proposition du Gouvernement.

Le Regroupement a également pris position contre l'exploitation des mines d'uranium et réclamé un moratoire, de concert avec les Premières nations, de nombreuses municipalités et d'autres organisations de la société civile. Il a reçu favorablement l'annonce du mandat confié au Bureau des audiences publiques en environnement sur la filière uranifère. Par voie de communiqué de presse, il a demandé que les nombreux enjeux sociaux et environnementaux soient clarifiés et que les travaux du BAPE incluent une analyse complète de cycle de vie, étant donnée l'importance des impacts intergénérationnels de cette filière.

Élections 2012

L'année 2012 a été marquée par une campagne électorale au Québec. Sachant que l'environnement est souvent perçu comme un enjeu de seconde zone dans les débats électoraux, le RNCREQ a soumis aux partis politiques, début août, une plate-forme présentant quatre engagements qu'il juge incontournables :

- s'affranchir de la dépendance au pétrole,
- gérer de façon durable les ressources naturelles,
- prendre le virage des transports durables,
- renforcer le rôle du MDDEP et le soutien aux groupes en matière de protection de l'environnement.

Puis, conscient de l'importance de rallier le milieu environnemental à ces enjeux, le RNCREQ entreprend une concertation avec sept autres organisations (Vivre en ville, Équiterre, Association québécoise pour la qualité de l'air, Fondation David Suzuki Québec, Nature-Québec, Greenpeace et WWF). Ils rendent publique une plate-forme présentant leur position commune. « Ensemble, nous croyons qu'il est possible pour le Québec de bâtir une économie verte avec son savoir-faire, affirment les huit organismes. [...] Nous devons dès maintenant cibler nos investissements et nos priorités pour mieux gérer nos ressources naturelles, réduire notre consommation de pétrole, prendre le virage de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables et rendre nos transports plus efficaces. En réalisant ces virages, nous pouvons bâtir au Québec une véritable prospérité durable au bénéfice des générations à venir. »

Tous les mémoires, les auditions en commission et autres interventions sur les grands dossiers sont accessibles sur le site web du RNCREQ dans la section « Nos positions ».

www.rncreq.org

Activités de représentation

Participer, interagir, s'impliquer

Un membre du RNCREQ siège au conseil d'administration des organismes suivants :

- Centre québécois d'actions sur les changements climatiques (CQACC) : Philippe Bourke, directeur général du RNCREQ
- Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) : Guy Garand, directeur général du CRE Laval
- Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD) : Philippe Bourke, directeur général du RNCREQ
- Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED) : Guy Garand, directeur général du CRE Laval
- GaïaPresse : Denis Plante, administrateur du CRE Montréal
- Maison du développement durable : Isabelle Poyau, coordonnatrice du RNCREQ
- RECYC-QUÉBEC : Monique Laberge, présidente du RNCREQ
- Réseau de l'action bénévole du Québec (RABQ) : Monique Laberge, présidente du RNCREQ
- Secrétariat des organismes environnementaux du Québec (SOEQ) : Philippe Bourke, directeur général du RNCREQ, Alexandre Turgeon, directeur du CRE Capitale-Nationale

Le RNCREQ est membre des coalitions, tables sectorielles et comités suivants :

- Alliance pour le financement des transports collectifs, TRANSIT
- Comité consultatif sur le second Plan d'action québécois sur les changements climatiques
- Comité consultatif sur les parcs nationaux du Québec
- Centre québécois sur les espèces exotiques envahissantes
- Comité miroir de l'évaluation environnementale stratégique sur les gaz de schiste
- Comité consultatif sur le développement durable d'Alcoa
- Comité Santé-Environnement de Médecins Francophones du Canada (MFC)
- Comité conjoint sur les matières recyclables de RECYC-QUÉBEC
- Comité consultatif du projet de certification des entreprises en entretien d'espaces verts de la Fédération interdisciplinaire de l'horticulture environnementale du Québec
- Comité consultatif sur la gestion des matières résiduelles
- Front commun pour une meilleure reconnaissance des organismes communautaires environnementaux
- Groupe de travail sur les milieux humides
- Pro-consigne Québec
- Table de concertation sur la gestion des matières organiques
- Table bioénergie
- Table provinciale de concertation des indicateurs de développement durable
- Table d'échanges sur les aires protégées
- Table d'harmonisation des parcs de la Sépaq
- Table sur les connaissances sur les algues bleu-vert
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

Le RNCREQ a participé aux événements suivants :

- Agora métropolitaine 2013
- Cinquième symposium sur l'adaptation aux changements climatique d'Ouranos
- Colloque sur l'énergie du Conseil patronal de l'environnement du Québec (CPEQ)
- Conversation publique sur l'avenir minier de l'Institut du Nouveau Monde (INM)
- Dévoilement du budget du Québec à l'Assemblée nationale
- Dévoilement du comité de gestion intégrée Saint-Laurent pour la région de Québec
- Dévoilement de la planification stratégique de RECYC-QUÉBEC
- Dîner-conférence de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- Forum sur les mines organisé par la Coalition pour que le Québec ait meilleur mine
- Forum sur les redevances minières
- Journée de l'arbre
- Journée d'échange Europe-Québec sur les technologies vertes (Écotech)
- Lancement du Coffre à outils de l'action bénévole du Réseau de l'action bénévole du Québec (RABQ)
- Lancement de SWITCH, l'alliance pour une économie verte au Québec
- « Sauvons le hockey », activité de sensibilisation aux changements climatiques

Le RNCREQ a présenté ses projets, exprimé ses positions ou donné une conférence aux rencontres, instances ou événements suivants :

- Assemblée nationale : mémoire sur le projet de loi 48 sur l'inspection environnementale des véhicules automobiles
- Chantier sur les conditions favorables de Communagir
- Collège Montmorency : panel « L'engagement politique des jeunes »
- Colloque Agri-Énergie 2012
- Commission canadienne de sûreté nucléaire sur le projet de mine d'uranium de Matouch : mémoire
- Commission parlementaire sur le projet de loi 71 (compensation milieux humides)
- Communauté métropolitaine de Montréal : mémoire sur le financement du transport collectif
- Conférence annuelle du Réseau canadien des subventionneurs en environnement (RCSE)
- Consultation publique de la Communauté métropolitaine de Montréal sur le financement du transport en commun
- Forum sur l'énergie de l'Abitibi-Témiscamingue
- Forum sur les ressources naturelles de Solidarité rurale
- Gala du 20^e anniversaire du CRE de la Côte-Nord
- Journée d'échange sur les initiatives de réduction de la dépendance au pétrole organisée par le CRE- Montréal
- Journée de développement régional sur les changements climatiques



Activités de représentation

- Lac-à-l'épaule des directeurs et directrices des organisations environnementales québécoises
- Ministère de l'Environnement, du Développement durable, de la Faune et des Parcs : consultation sur la directive pour les Plans de gestion des matières résiduelles
- Rencontre de concertation des organisations environnementales sur les projets d'importation de sables bitumineux
- Rencontre des groupes environnementaux sur Enbridge - Sables bitumineux
- Rencontre sur le Plan directeur pour le développement et le financement de la filière de la biomasse forestière destinée à la production de chaleur
- Rencontre de suivi sur Rio +20
- Réunions avec le Réseau des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ)
- Réunion de réflexion et d'information sur les projets de biométhanisation organisée par Gaz Métro
- Réunions avec Jeannot Richard et Marie Cloutier, RECYC-QUÉBEC
- Salon Americana 2013 : panel sur l'énergie et panel sur le développement durable

Le RNCREQ a rencontré officiellement les ministres et responsables gouvernementaux suivants :

- Alexandre Cloutier, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes
- Daniel Breton, ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, pour les dossiers de la gestion des matières résiduelles et de la conservation
- Leira Retamal, responsable des changements climatiques et de l'eau au cabinet du ministre Yves-François Blanchet
- Martine Ouellet, ministre des Ressources naturelles
- Scott McKay, adjoint parlementaire au ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
- Vincent François, responsable des CRE au cabinet du ministre Daniel Breton
- Yves-François Blanchet, ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs

Rayonner, rendre public, se positionner

Infolettre

Avec son infolettre, le RNCREQ rend publiques ses prises de position et annonce ses publications et ses événements. On y trouve aussi un lien vers le site [GaïaPresse](#). Né de l'initiative de la journaliste Denise Proulx et du RNCREQ, le portail web GaïaPresse réunit en un seul lieu virtuel les nouvelles francophones relatives à l'environnement au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. Le RNCREQ continue de collaborer à sa vitalité en en faisant la promotion et en alimentant son contenu, en particulier pour les nouvelles régionales.

Depuis peu, l'infolettre est bi-mensuelle et donne aussi des nouvelles des CRE afin de valoriser leur travail et de diffuser de l'information environnementale des régions.

En chiffres

570 abonnés | 17 numéros publiés | 53 nouvelles

Revue *Les grands enjeux 2013*



Le RNCREQ a publié une nouvelle édition de sa revue *Environnement Québec et régions* qui présente les grands enjeux environnementaux 2013 : agriculture, santé des lacs, réduction de la dépendance au pétrole, adaptation aux changements climatiques, transports collectifs, santé et environnement. Nourrie des contributions des experts du RNCREQ et de ses fidèles partenaires, cette revue a été distribuée à plus de **2 600** décideurs à travers le Québec : à l'Assemblée nationale, dans les mairies, les CRÉ, les MRC, les agences de santé publique, etc.

Chroniques radio

Chaque jeudi, Philippe Bourke donne une chronique à l'émission radiophonique **Midi-14h**, animée par Luc Fortin sur les ondes de Vues et Voix (Canal M). Il y parle de sujets d'actualité liés à l'environnement et au développement durable.

Communiqués de presse

Au cours de l'année, le RNCREQ a diffusé **33** communiqués.

BAPE sur l'uranium : le RNCREQ se réjouit de l'annonce du Ministre Blanchet

28 mars 2013

Le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) se réjouit de l'annonce faite aujourd'hui par Monsieur Yves-François Blanchet, ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, de confier au BAPE un mandat sur la filière uranifère. Cette annonce démontre, de la part du Ministre, une reconnaissance des enjeux importants liés à cette filière et une écoute de la mobilisation citoyenne des derniers mois. Le RNCREQ accueille aussi avec satisfaction la suspension de l'émission de certificats d'autorisation pour des projets d'exploration et d'exploitation d'uranium.

C'est possible d'être pétrolibre !

Le RNCREQ dévoile la « Vitrine du Québec sans pétrole »

25 mars 2013

Le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) a dévoilé ce matin la « Vitrine du Québec sans pétrole ». À l'aube d'une nouvelle stratégie énergétique, le RNCREQ démontre ainsi qu'il est non seulement souhaitable mais aussi possible pour la population québécoise de réduire sa dépendance au pétrole.

Mines d'uranium au Québec :

Premières Nations, municipalités et citoyens unissent leur voix pour un moratoire

11 mars 2013

Deux ans, jour pour jour, après la catastrophe de Fukushima au Japon, des représentants des Premières Nations, des municipalités et de la société civile unissent leur voix pour demander au gouvernement du Québec de décréter un moratoire sur les mines d'uranium. Ils demandent également au gouvernement de rapidement donner suite à son engagement de tenir une évaluation environnementale générique sur la filière de l'uranium au Québec.

2^e édition du concours « Vers des rues plus conviviales »

27 février 2013

Le RNCREQ, le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal) et leurs partenaires, les conseils régionaux de l'environnement de Lanaudière, de Laval, de la Montérégie et des Laurentides invitent les villes, les arrondissements et toutes les institutions de la région métropolitaine de Montréal à participer à la 2^e édition du concours « Vers des rues plus conviviales : Les meilleures mesures d'apaisement de la circulation dans la région métropolitaine de Montréal ».

Nouvelle norme sur le stationnement :

un outil concret pour adapter les centres urbains aux changements climatiques

14 février 2013

Le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) se réjouit de la nouvelle norme lancée aujourd'hui par le Bureau de normalisation du Québec en collaboration avec l'Institut national de santé publique du Québec. Cette norme vise à contrer la formation d'îlots de chaleurs urbains causés par les aires de stationnement et constitue un outil de gestion de la mobilité, d'aménagement durable et d'adaptation aux changements climatiques.

Gaz de schiste : quel mandat pour le 2^e BAPE ?

7 février 2013

Le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) salue la volonté du gouvernement du Québec de rendre effectif le moratoire sur l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste, ainsi que son intention de consulter le public de façon élargie avant de prendre une décision relative à cette filière. Le Regroupement s'interroge néanmoins sur le mandat qui sera confié au BAPE.

Holà sur le développement des mini-centrales : une décision responsable

5 février 2013

Le RNCREQ salue la décision du gouvernement du Québec de suspendre le développement des mini-centrales hydroélectriques de 50 mW et moins.

Démantèlement du complexe nucléaire Gentilly : le mouvement environnemental propose une feuille de route et demande au fédéral de payer sa part

24 janvier 2013

Répondant à l'appel du gouvernement invitant la société québécoise à soumettre des propositions constructives à la suite de la fermeture de Gentilly-2, le mouvement environnemental québécois propose une feuille de route sur 20 ans pour permettre d'accélérer le démantèlement du complexe nucléaire Gentilly (comprenant les centrales Gentilly-1 et Gentilly-2) tout en maintenant une activité économique importante dans les régions concernées.

Maintien du montant de la consigne à 5 cents : une annonce décevante

21 décembre 2012

Le RNCREQ est déçu du maintien du montant de la consigne à 5 cents, annoncé par Yves-François Blanchet, ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs. Pour le RNCREQ, il s'agit d'un recul, non seulement par rapport à ce qui avait été annoncé par le précédent gouvernement, mais aussi lorsqu'on considère que le montant actuel est le même depuis 1984.

Bilan de Recyc-Québec : des avancées encourageantes, des efforts à poursuivre

13 décembre 2012

Réagissant à la publication du Bilan 2010-2011 de la gestion des matières résiduelles au Québec, le RNCREQ estime que la baisse de 13 % des matières éliminées observée depuis 2008 marque une avancée encourageante et démontre que les efforts investis sont profitables.

Hausse de la consigne : Québec ne doit absolument pas reculer

7 décembre 2012

Le RNCREQ est très déçu d'apprendre que le gouvernement du Québec envisage de renoncer à la hausse de 5 à 10 cents de la consigne sur les canettes de bière et de boisson gazeuse, prévue pour 2013.

Hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent : le RNCREQ réclame une commission d'examen

4 décembre 2012

Le RNCREQ manifeste son soutien à la Coalition Saint-Laurent et demande une véritable commission d'examen portant sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures extracôtiers dans l'ensemble du golfe du Saint-Laurent.

Budget Marceau : les intentions demeurent, les moyens manquent

22 novembre 2012

Le RNCREQ déplore le peu de mesures concrètes en faveur de l'environnement et du développement durable dans le budget 2013-2014 déposé hier par le ministre Marceau.

BAPE sur l'uranium : le RNCREQ appuie le ministre Breton

19 octobre 2012

Le RNCREQ accueille avec grande satisfaction l'intention du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, M. Daniel Breton, de confier un mandat au BAPE dans le dossier de l'uranium.

**Produits électroniques :
le RNCREQ appuie le principe de responsabilité élargie des producteurs**
4 octobre 2012

Réagissant à l'entrée en vigueur controversée du Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises, le RNCREQ réaffirme son appui à l'utilisation d'instruments économiques en faveur de la protection de l'environnement et donc au principe de responsabilité élargie des producteurs.

La Journée de l'Arbre de la santé rayonne de plus en plus au Québec
26 septembre 2012

Médecins francophones du Canada et le RNCREQ sont fiers que de nouveaux établissements de santé se joignent à la 5^e Journée de l'Arbre de la santé. Il s'agit d'un rendez-vous unique et original qui vise à marquer le lien entre santé et environnement.

**Développement minier :
des éléments de consensus se dégagent en faveur d'une nouvelle vision**
24 septembre 2012

Réagissant au dévoilement ce matin du bilan de la Conversation publique sur l'avenir minier du Québec organisée au printemps dernier par l'Institut du nouveau monde (INM), le RNCREQ y voit des signes très encourageants en faveur d'une nouvelle vision du développement minier.

**Élections 2012 :
L'environnement offre plusieurs opportunités de collaboration entre les partis**
6 septembre 2012

Le RNCREQ tient à féliciter l'équipe du Parti Québécois et plus particulièrement sa chef, Madame Pauline Marois, pour sa nomination à titre de première ministre du Québec. Bien que le gouvernement se retrouve en contexte minoritaire, le RNCREQ estime que le dossier de l'environnement offre malgré tout de nombreuses avenues de collaboration qui pourront mener à des actions concrètes.

**Pour la première fois, huit grandes organisations environnementales
dévoilent une plateforme commune en environnement**
14 août 2012

Huit organisations environnementales présentent pour la première fois une position commune en matière de protection de l'environnement pour le prochain gouvernement du Québec. Les organisations considèrent que les enjeux environnementaux ne peuvent plus être relégués au second plan et doivent être au cœur de cette campagne électorale. Une majorité de Québécois et de Québécoises partagent d'ailleurs leurs préoccupations, comme en fait foi un sondage Léger Marketing, effectué entre le 8 et 9 août dernier.

**Élections 2012 : L'enjeu de la protection de l'environnement,
une condition essentielle au développement du Québec**
8 août 2012

Le RNCREQ souhaite que l'environnement, un thème malheureusement souvent perçu comme accessoire dans les débats électoraux, soit à l'avant-plan de cette campagne électorale. Le RNCREQ propose donc aux partis politiques une plate-forme présentant brièvement la problématique et les opportunités de **quatre grands engagements** qui doivent absolument guider les futures politiques publiques du Québec.

Lancement du programme « Changez d'air » : une bonne nouvelle pour la santé publique
4 juillet 2012

Le RNCREQ est heureux d'apprendre la mise en place d'un nouveau programme visant le retrait des vieux appareils de chauffage au bois polluants ou leur remplacement par des appareils certifiés. Administré par l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), le programme « Changez d'air » sera accessible à toutes les régions, alors que, jusqu'à présent, seule Montréal bénéficiait d'un tel incitatif.

Mise en place d'un sentier cyclable et pédestre dans la région du Grand Montréal, un premier pas dans l'implantation de la trame verte et bleue

28 juin 2012

Le CRE de Montréal, le CRE de Laval et le RNCREQ se réjouissent de l'implantation d'un sentier cyclable et pédestre dans la région du Grand Montréal. La piste, qui s'étendra sur plus de 120 kilomètres, reliera la municipalité d'Oka et la ville de Mont-Saint-Hilaire, en passant par Laval, Montréal, Longueuil et Saint-Bruno-de-Montarville. Ce projet constitue un premier geste concret dans l'implantation de la trame verte et bleue.

Entre C-38 et Rio+20, il faut à tout prix défendre les intérêts supérieurs du Québec

20 juin 2012

Le RNCREQ, par la voix de sa nouvelle présidente, Monique Laberge, a transmis une lettre au premier ministre Jean Charest concernant la loi fédérale C-38.

Gestion des matières résiduelles : Recyc-Québec fait la démonstration de sa pertinence

13 juin 2012

Il y a à peine plus d'un an, le gouvernement du Québec envisageait l'abolition de Recyc-Québec dans le cadre de son Plan d'action 2010-2014 sur la réduction et le contrôle des dépenses. Le RNCREQ s'était alors opposé avec vigueur à cette décision et c'est avec satisfaction qu'il avait accueilli le retrait des dispositions concernant Recyc-Québec du projet de loi 130.

Une nouvelle présidente au RNCREQ !

11 juin 2012

Le RNCREQ est fier d'annoncer l'élection à la présidence de **Monique Laberge**, présidente du CRE Saguenay-Lac-Saint-Jean. Mme Laberge est retraitée de l'enseignement de la Commission scolaire de Jonquière et a été co-fondatrice du Regroupement régional pour la sauvegarde de l'environnement. Elle siège au CA du RNCREQ et du CRE Saguenay-Lac-Saint-Jean depuis près de quinze ans. Par ailleurs, Monique Laberge est actuellement vice-présidente de l'Organisme de bassin versant du Saguenay et siège au conseil d'administration de Recyc-Québec et du Réseau de l'action bénévole.

Hausse du tarif de la consigne : une belle surprise pour le RNCREQ

10 juin 2012

Participant ce dimanche au dévoilement des Grands chantiers pour la gestion des matières résiduelles, le RNCREQ a été agréablement surpris par l'annonce de la hausse de 5 à 10 cents de la consigne sur les canettes de bière et de boisson gazeuse. Par ailleurs, la perspective que le système de consignation soit étendu à d'autres types de contenant de boisson, y compris les bouteilles d'eau, est aussi chaleureusement accueillie par le Regroupement.

Le RNCREQ appuie le projet de parc national d'Opémican

9 juin 2012

Le RNCREQ a résolu lors de son assemblée générale annuelle du 3 juin dernier de joindre sa voix à celle du Conseil régional de l'environnement (CRE) de l'Abitibi-Témiscamingue pour appuyer le projet de parc national d'Opémican. Pour les seize CRE, le réseau des parcs nationaux doit être étendu puisqu'il contribue de manière significative à la protection de l'environnement, au maintien de la biodiversité, à la mise en valeur du patrimoine naturel et au développement touristique et donc économique d'une région.

Non à l'exploitation de l'uranium au Québec : le RNCREQ appuie la population Cri de Mistissini

4 juin 2012

Le 4 mai dernier, le RNCREQ rendait publique son analyse sur la filière nucléaire au Québec. Il profitait de l'occasion pour se positionner contre le développement de cette énergie, pour la fermeture et le démantèlement de la centrale Gentilly-2 et contre l'exploration et l'exploitation de l'uranium. C'est dans cette perspective que le RNCREQ appuie la population Cri de Mistissini qui demandera à la Commission canadienne de la sûreté nucléaire (CCSN) un moratoire sur l'exploitation de la première mine d'uranium par la minière Strateco.

Plan d'action sur les changements climatiques 2020
Des objectifs ambitieux, un défi d'exécution colossal
3 juin 2012

Réagissant au dévoilement ce matin du Plan d'action québécois sur les changements climatiques (PACC2020), le RNCREQ insiste sur le fait que ce dépôt constitue le point de départ d'un important chantier collectif, et conséquemment, que les décideurs et la population québécoise devront nécessairement se mobiliser pour que cette vision de développement se réalise.

Financement des transports collectifs : le Québec à l'heure des choix
9 mai 2012

Le RNCREQ présentera ce soir son mémoire sur le financement des transports collectifs dans le cadre des consultations publiques de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Pour l'organisme, des efforts substantiels doivent être consentis pour soutenir le développement du transport collectif. Il s'agit en effet d'un moyen essentiel pour réduire la dépendance au pétrole, pour participer à l'effort de réduction des émissions de GES, pour améliorer la santé publique, la qualité de vie et la compétitivité des entreprises, ainsi que pour lutter contre l'exclusion et la pauvreté.

Le Québec doit dire non à la filière nucléaire
4 mai 2012

Le 18 mars dernier, à Québec, les représentants des seize conseils régionaux de l'environnement, réunis au conseil d'administration de leur regroupement, le RNCREQ, ont résolu unanimement de rejeter toute forme de développement de la filière nucléaire au Québec, y compris les travaux d'exploration et d'exploitation de l'uranium. Dans cette perspective, le RNCREQ souhaite que la centrale nucléaire Gentilly-2, située au Centre-du-Québec, soit fermée et démantelée. Pour compenser l'impact sur l'activité économique régionale, le Regroupement suggère que le gouvernement du Québec planifie la conversion économique de cette région et de sa voisine, la Mauricie, par des investissements significatifs dans des projets d'innovation et d'expertise dans le secteur de l'économie verte.

Défi Climat : la plus vaste campagne de lutte aux changements climatiques est de retour !
30 avril 2012

C'est aujourd'hui qu'est donné le coup d'envoi de la 5^e édition du Défi Climat, la plus vaste campagne de sensibilisation et de mobilisation à la lutte aux changements climatiques au Québec. Du 1^{er} mai au 8 juin, tous les citoyens du Québec sont invités à participer à cet effort collectif de réduction des gaz à effet de serre en s'inscrivant en ligne au www.deficlimat.qc.ca.

Gaz de schiste : les travaux du comité d'évaluation ne seront pas suffisants
12 avril 2012

Le RNCREQ est déçu du plan de réalisation final du comité qui réalisera l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur les gaz de schiste. En effet, malgré l'ÉES, une question fondamentale restera sans réponse : est-ce que les bénéfices anticipés du développement de la filière des gaz de schiste pourraient être apportés par une autre source d'énergie ou une combinaison d'autres sources d'énergie, dans un contexte de développement durable et d'équité intergénérationnelle ?

Tous les communiqués peuvent être consultés sur le site web du RNCREQ dans la section « Publications ».

www.rncreq.org

Conférences de presse



Présentation de la plateforme électorale des groupes environnementaux (août 2012)

Proposition d'une feuille de route pour le démantèlement du complexe nucléaire Gentilly 2 (décembre 2012)

Demande d'un moratoire sur les mines d'uranium au Québec (janvier 2013)

Lancement de la Vitrine du Québec sans pétrole (mars 2013)

Dans les médias

Le RNCREQ a été mentionné **140** fois :

Presse écrite : **30**

Radio : **16**

Télévision : **7**

Web : **64**

Autres (bulletin, calendriers, etc.) : **23**

Réseaux sociaux

566 abonnés sur Twitter

Par notre **PROPRE** énergie :

1 167 abonnés sur Twitter

195 fans sur Facebook

Site Internet

11 965 visites, pour une moyenne de **33** visites par jour ;

7 989 visiteurs uniques absolus, dont **64 %** sont des nouveaux visiteurs ;

37 638 pages vues, pour une moyenne de **3** pages vues par visite.

Répertoire des CRE

01 - Bas-St-Laurent

Présidence : Karine Malenfant
Direction : Luce Balthazar
88, Saint-Germain Ouest, bur.104
Rimouski G5L 4B5
418 721-5711
crebsl@globetrotter.net

02 - Saguenay-Lac-St-Jean

Présidence : Monique Laberge
Direction : Michel Lavoie
540, Sacré-Cœur Ouest
suite 7, Plaza II
Alma G8B 1M2
418 662-9347
credd@creddsaglac.com

03 - Capitale-Nationale

Présidence : Caroline Brodeur
Direction : Alexandre Turgeon
870, rue Salaberry, bureau 312
Québec G1R 2T9
418 522-0006 poste 3161
info@cre-capitale.org

04 - Mauricie

Présidence : Maurice Poudrier
Direction : Patrick Simard
580, rue Barkoff - bur.203
Trois-Rivières G8T 9T7
819 694-1748
info@cre-mauricie.com

05 - Estrie (CREE)

Présidence : Pierre Morency
Direction : Chantal Bouchard
& Jacinthe Caron
165, rue Moore, bur. 300
Sherbrooke J1H 1B8
819 821-4357
cree@environnementestrie.ca

06 - Montréal

Présidence : Gilles Dubois
Direction : Coralie Deny
50, rue Sainte-Catherine ouest
bur. 300
Montréal H2X 3V4
514 842-2890
info@cremtl.qc.ca

07 - Outaouais (CREDDO)

Présidence : Ghyslain Ladouceur
Direction : Annie Lalonde
115, bd Sacré-Cœur - bur.204
Gatineau J8X 1C5
819 772-4925
info@creddo.ca

08 - Abitibi-Témiscamingue (CREAT)

Présidence : Jacinthe
Châteauvert
Direction : Clémentine Cornille
26, Monseigneur Rhéaume Est
bur. 101
Rouyn-Noranda J9X 3J5
819 762-5770
info@creat08.ca

11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (CREGIM)

Présidence : Steve Pronovost
Direction : Caroline Duchesne
106A, rue Port-Royal, bur.103
Bonaventure G0C 1E0
418 534-4498
cregim@globetrotter.net

12 - Chaudière-Appalaches (CRECA)

Présidence : Guy Lessard
Direction : Cosmin Vasile
22, rue Sainte-Hélène
Breakeyville G0S 1E2
418 832-2722
creca@creca.qc.ca

09 - Côte-Nord

Présidence : François Marceau
Direction : Sébastien Caron
818, boulevard Laure, local 104
Sept-Îles G4R 1Y8
418 962-6362
info@crecn.org

13 - Laval

Présidence : Normand Legault
Direction : Guy Garand
3235, bd St-Martin Est bur. 218
Laval H7E 5G8
450 664-3503
guy.garand@credelaval.qc.ca

14 - Lanaudière

Présidence : Francis Bergeron
Direction : Gilles Côté
365, rue Saint-Louis, C.P. 658
Joliette J6E 7N3
450 756-0186
crel@crelanaudiere.ca

15 - Laurentides

Présidence : Michel Lalonde
Direction : Anne Léger
298, rue Labelle, bur. 100
Saint-Jérôme J7Z 5L1
450 565-2987
info@crelaurentides.org

16 - Montérégie (CREM)

Présidence : Richard Marois
Direction : Vincent Moreau
1150, Saint-Laurent ouest
Longueuil J4K 1E3
450 651-2662
info@crem.qc.ca

17 - Centre-du-Québec (CRECQ)

Présidence : Gilles Brochu
Direction : Isabelle Bonsant
400, rue Hériot, 2^e étage
Drummondville J2B 1B3
819 475-1048
info@crecq.qc.ca

